

L'entrée en guerre vue de l'Élysée

Journal du lieutenant-colonel

Louis Jouffroy

(31 juillet - 4 août 1914)

commandant militaire du palais de l'Élysée

Jean-Louis Jouffroy

Petit-fils du général de division Louis Jouffroy

*Le
lieutenant-colonel
Louis Jouffroy.*



Après avoir évoqué le rôle joué par son grand-père dans les projets de création de la garde républicaine mobile à la fin de la Première Guerre mondiale, Jean-Louis Jouffroy a souhaité faire découvrir aux lecteurs de la revue

Histoire et Patrimoine des Gendarmes les notes inédites rédigées par son aïeul durant les jours précédant la Grande Guerre. Ce témoignage est d'autant plus précieux que l'intéressé occupait alors le poste de commandant d'armes au palais de l'Élysée, au plus près du pouvoir.

Longchamp, le 28 juin 1914

Le souvenir du déclenchement de la Première Guerre mondiale est longtemps demeuré vivace dans la mémoire familiale, d'autant que plusieurs de ses membres ont assisté directement à certains événements historiques. Ainsi, mon père, Maurice, fils cadet du lieutenant-colonel Louis Jouffroy alors âgé de 14 ans, était avec sa mère, à la tribune d'honneur pour le Grand prix, quand un garde républicain est arrivé au galop, apportant au président de la République, Raymond Poincaré, la dépêche annonçant l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche à Sarajevo ; frémissements inoubliables dans les tribunes... selon ses souvenirs.

Dans ses mémoires, *Au service de la France*, Raymond Poincaré relate ainsi cette scène : « L'après-midi, c'était le Grand prix de Longchamp, Madame Poincaré et moi nous devions selon l'usage aller le voir courir... Nous avons trouvé, dans la tribune présidentielle, les Présidents des Chambres et le corps diplomatique... Je suivais du regard un peu distrait le galop des chevaux, lorsqu'un télégramme de l'agence Havas nous a été communiqué et a jeté la consternation parmi nous »⁽¹⁾...

(1) Volume IV, *l'Union sacrée*, chapitre VI.

Dans les jours qui suivent, pressentant vivre des moments historiques, mon grand-père a consigné dans un carnet ses observations au palais de l'Élysée.

31 juillet 1914

Je suis tous les jours au cabinet de service de midi à 3 heures.

Au sujet de la guerre, rien de nouveau jusqu'à présent; mais tout semble indiquer que nous marchons vers la guerre. Paris reste malgré tout merveilleusement calme, et quand on surprend une conversation dans le peuple on est étonné du stoïcisme avec lequel on accepte la terrible éventualité et les mesures prises. C'est ainsi que ce matin j'ai entendu approuver la limitation des retraits de la caisse d'Épargne. Le peuple de France est vraiment merveilleux et quel malheur qu'il soit exploité par des partis politiques. C'est aujourd'hui qu'apparaît l'étendue du mal causé au siècle dernier. Les Caillaux et Cie peuvent se faire un mea culpa.

31 juillet 1914, 2h55

On nous remet au cabinet de service le télégramme annonçant que l'empereur d'Allemagne vient de déclarer le *Kriegszusland*!

Date et heure à jamais historiques; Quel sera l'avenir?! C'est le cas plus que jamais de dire « Dieu protège la France ».

C'est presque jour pour jour 44 ans après la déclaration de guerre de 1870.

31 juillet 1914, 11 h 1/2 soir

Nous vivons en ce moment des minutes poignantes, car on écrit une page terrible de l'histoire de France et quelque calme que l'on ait, qu'elle que puisse être la confiance dans l'armée, il faut se demander ce que sera Demain.

Les événements se précipitent et leur gravité exige que j'écrive à mesure pour ne rien oublier.

Ce matin donc rien de particulièrement grave n'était survenu.

À 2.55, arrive le télégramme annonçant la proclamation de l'état de siège en Allemagne.

Mais cette mesure ne pouvant pas être prise pour une déclaration de guerre, la mobilisation n'était

pas sortie du Conseil des ministres de l'après-midi; on n'avait fait que prendre les dernières mesures préparatoires.

À peine le conseil s'était-il séparé - vers 7 heures ¼ - que l'ambassadeur d'Allemagne prévenait que le Gouvernement allemand mettait la Russie en demeure de démobiliser faute de quoi il mobilisait lui-même: c'était la guerre.

Les ministres étaient de nouveau réunis à 9 heures avec les chefs d'état-major de la guerre et de la marine pour délibérer sur les mesures à prendre. J'ai dû descendre pour doubler l'officier de service et j'ai vu passer toutes les dépêches. La première annonçait la mobilisation générale de la Russie; la seconde celle de l'Allemagne. Puis l'ambassadeur d'Angleterre est venu, mais j'ignore encore ce qu'il a dit.

Aujourd'hui le Général Joffre est parti avant l'ordre d'établissement de la couverture⁽²⁾.

Ce fut une minute poignante que celle où il nous a serré la main à chacun de nous, disant « au revoir » avec une belle sérénité, car enfin c'est sur cet homme que repose le sort de la Patrie;



Raymond Poincaré, président de la République française du 18 février 1913 au 18 février 1920.

(2) La couverture est l'ensemble des forces qui garnissent la frontière jusqu'à l'arrivée des armées.

à son « au revoir » et à son serrement de main très cordial, j'ai répondu en lui disant : « Mon général, que la fortune de la France vous accompagne » et il m'a dit : « merci colonel ».

Pendant que ces événements de politique extérieure se déroulaient, un attentat était commis contre Jaurès qui peut tout compromettre. Un imbécile, fanatique de je ne sais encore quel bord, tirait sur le député socialiste, deux coups de revolver qui le blessaient mortellement ; et maintenant nous voici avec une menace d'émeute. Alors que quelques heures avant tous les cœurs étaient au plus ardent patriotisme.

J'ai reçu pour être transmis au Conseil des ministres une communication téléphonique du Préfet de police, disant qu'il redoutait les plus grands troubles pour demain et demandait la proclamation de l'état de siège. Je crois qu'il exagère ; cependant j'ai immédiatement, en ce qui me concerne, pris des mesures de protection du Palais. Du reste M. Gras (Marcel Gras, chef du secrétariat particulier) qui se trouvait dans le quartier de La Villette et qui a appris en entendant des conversations, l'attentat de Jaurès, vient de nous dire que beaucoup d'ouvriers disaient que c'était bien fait, par ce que Jaurès les avaient trompés en leur faisant croire que les socialistes allemands ne marcheraient pas, alors qu'ils n'avaient rien tenté contre la guerre. Ce qui est à craindre, c'est l'excitation des meneurs et le jour des funérailles sera une redoutable journée.

Ce soir, le Conseil siège toujours.

1^{er} août, midi 30

Je continue les événements commencés cette nuit.

Le Conseil des ministres s'est séparé à minuit ½. Tout est prêt pour la mobilisation, mais on ne veut pas la décréter avant d'y avoir été provoqué par l'Allemagne. Le Conseil qui a siégé ce matin de 9 h 1/2 à 1 h ne paraît pas avoir pris la décision.

L'attitude de l'Allemagne est étrange et nous met dans la plus fâcheuse position : « l'État de guerre » (*Kriegszusland*), dans lequel elle se trouve, lui permet de prendre des mesures militaires très importantes sans prononcer le mot mobilisation. Nous ne le pouvons pas, et c'est une faiblesse.

M. de Margerie, Directeur des affaires politiques (au ministère des Affaires étrangères), vient de nous faire une conférence aussi remarquable qu'intéressante sur les divers entretiens qui ont eu lieu avec de Schoen, ambassadeur d'Allemagne, qui a été finalement obligé de convenir que l'Allemagne n'avait rien à reprocher à la France, alors que la réciproque n'était pas vraie. Le résultat a été que la rupture qui avait failli se produire hier soir est repoussée ; pour combien de temps ?

Au moment où j'écrivais, une communication téléphonique du ministère de la guerre nous annonçait - je suis au cabinet de service - que l'ordre de mobilisation est signé : mais il ne sera notifié que ce soir à 5 heures.

Quelque terrible que soit cette détermination, il faut s'en réjouir, parce qu'elle rend au gouvernement toute son indépendance et permet enfin à l'autorité militaire de prendre les mesures nécessaires au salut du pays : je crois que nous pouvons espérer le succès. Le seul point noir dans la situation est l'attitude de l'Angleterre qui n'a pas encore fait connaître sa décision, mais il est hors de doute qu'en présence des faits, elle marchera, car ce serait un vrai suicide pour elle de ne pas le faire.

Paris reste très calme : En la présence de la gravité des événements extérieurs, l'assassinat de Jaurès passe, au second pour ne pas dire au troisième plan : il n'y a jusqu'à présent aucune agitation. Il semble, du reste, que le prestige de Jaurès sur la masse des prolétaires ne soit pas aussi grand qu'on croyait. M. Gras qui se trouvait hier dans le quartier de La Villette et qui a appris l'attentat par des conversations dans la rue, dit avoir entendu des gens dire que c'était bien fait...

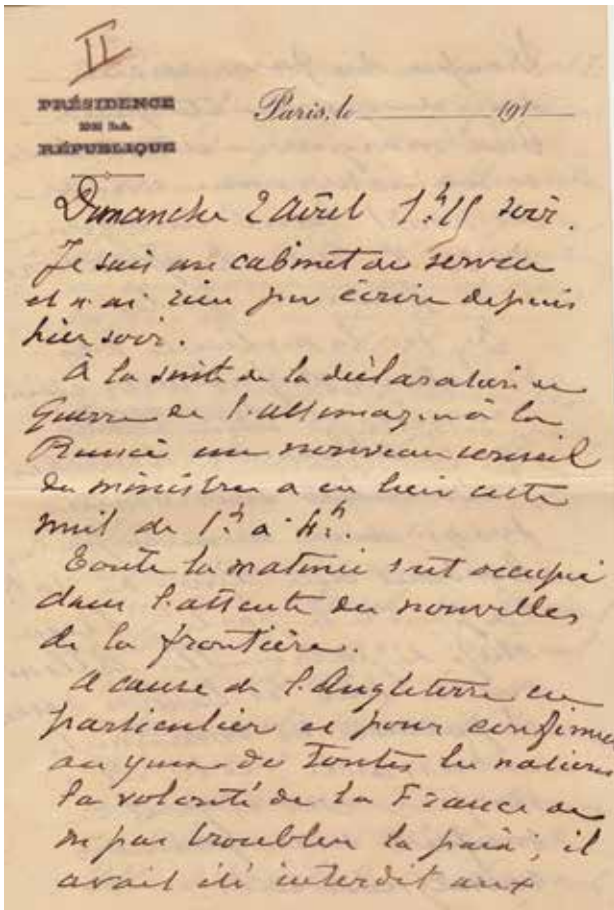
Dimanche 2 août, 1 h 25 soir

Je suis au cabinet de service et n'ai rien pu écrire depuis hier soir.

À la suite de la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie, un nouveau Conseil des ministres a eu lieu de 1h à 4 heures.

Toute la matinée fut occupée dans l'attente des nouvelles de la frontière.

À cause de l'Angleterre en particulier et pour confirmer aux yeux de toutes les nations, la volonté de la France de ne pas troubler la paix, il



avait été interdit aux troupes de faire aucun acte de guerre et pour bien marquer cette volonté et empêcher une erreur, on avait laissé une zone de 10 K entre la frontière et les premiers postes.

Or, dès la matinée, des violations de frontières étaient commises de divers côtés par les Allemands, dont des patrouilles sont venues jusqu'aux avant-postes bordant cette ligne de 10 kilomètres.

La poudre a parlé, deux chefs de patrouille allemands ont été tués et trouvés paraît-il porteurs de documents intéressants. Cela est à vérifier car il faut se méfier de ces premiers renseignements, en présence de ces actes d'hostilité: on a également signalé la présence, près de Longwy, de colonnes allemandes, ayant traversé le territoire du Luxembourg. Un nouveau conseil des Ministres a été réuni, qui siège actuellement.

On a notifié à tous les gouvernements étrangers par nos ambassadeurs, les actes de guerre commis par les Allemands avant toute déclaration de guerre et on a signé le décret convoquant les chambres qui doivent voter l'état de guerre.

Paris reste merveilleusement calme et rien n'est impressionnant comme le silence de la grande ville d'habitude si bruyante.

Plus un seul autobus; le nombre des voitures de toute sorte diminue d'heure en heure à mesure que les hommes partent. En plein jour à l'heure la plus active en temps normal la circulation, sous nos fenêtres est aussi silencieuse qu'à 2h du matin.

Par contre, dans toutes les rues beaucoup de monde, mais calme, grave et causant des événements.

Extrait des notes du lieutenant-colonel Louis Jouffroy.

2 août

- 4 h, A2. SS L'ordre de mobilisation est lancé. Très grande animation dans les rues. On se précipite sur toutes les affiches, même quand elles n'ont aucun rapport à la mobilisation. Avant même que l'ordre de mobilisation fût donné, l'administration des postes avait fait afficher des indications sur la manière de mettre les adresses en temps de guerre.

- 6 h. On annonce que Caillaux a été tué par un fils Calmette - fausse nouvelle.

- 8 h. Le poste de l'Élysée est relevé par des hommes du 102^e de ligne en tenue de campagne: premier effet de la mobilisation.

- 10 h 1/2, au retour du Gouvernement où j'étais allé pour une affaire de service, je tombe, rue Royale sur une manifestation de 3 000 à 4 000 jeunes gens, porteurs de drapeaux, français, russes et anglais qui se rendaient à la station de Strasbourg en poussant des cris patriotiques.

Mais alerte, car ils avaient paru vouloir manifester sous les fenêtres du Président. Je n'avais eu que le temps de rentrer et me mettre en tenue.

- 11 h, le télégraphe nous communique une dépêche Havas annonçant que l'Allemagne a déclaré la guerre à la Russie: cette fois-ci, c'est la fin.

Le Président Poincaré et les ministres fournissent une somme de travail formidable: le Conseil siège presque en permanence de jour et de nuit.

Le Président a une résistance merveilleuse. C'est lui visiblement qui mène et dirige tout. Il ne paraît même pas fatigué.

M. Viviani, excellent président du Conseil au point de vue politique intérieure, paraît moins à la hauteur comme affaires étrangères. Il a heureusement la sagesse d'écouter son chef de la politique extérieure, M. de Margerie qui apparaît diplomate émérite.

Physiquement il est bien déprimé et ne pourra pas tenir longtemps.

Quelqu'un de son entourage, M. de Margerie, je crois, nous disait qu'il absorbait 2 bouteilles de vin par jour, prenait 2 douches froides et un bain chaud : on ne résiste pas à pareil surmenage.

M. Messimy, ministre de la Guerre, est très calme et très résistant : il paraît écouter les avis de l'état-major général.

M. Gauthier, Marine est, paraît-il au-dessous de tout. M. Messimy nous a dit à Penelon (colonel,

Défilé de mobilisés devant l'opéra Garnier à Paris.



maison militaire du Président, puis au GQG, liaison avec la Présidence) et à moi que c'était un imbécile dangereux qu'il fallait débarquer au plus tôt du ministère.

- 2 août, 4 h. Un nouveau Conseil des ministres s'ouvre pour délibérer, je crois, de questions financières. M. Noulens (ministre des finances) à la fin du précédent conseil - 1 h 45 - m'avait chargé de téléphoner à Mrs Privat, Deschanel et Feret du Lonfbois, deux directeurs des finances, de l'attendre au ministère à 3 h pour traiter de « la question de l'emprunt ». Je pense donc que ce sera aussi l'objet des débats actuels.

3 août

Il n'y a eu aucun événement important au Palais. On parle d'un remaniement ministériel pour débarquer M. Gauthier de la Marine qui est, paraît-il de plus en plus nul et décharger M. Viviani qui ne conserverait que la présidence du Conseil et passerait les Affaires étrangères à un autre : on parle de Doumergue. Je veux croire qu'ils peuvent trouver mieux. Si ces gens-là avaient été tant soit peu propres, ils auraient remis leurs démissions au Président : nous étions un Ministère de parti, constitué en vue d'une certaine politique intérieure : en présence de la gravité des événements, il faut un ministère national constitué en dehors de toute question de parti : le geste eut été beau et apprécié à sa valeur.

De la frontière, des nouvelles importantes : On aurait réussi à percer un tunnel sous une ligne allemande importante ; quel est cet ON ? je l'ignore encore, peut être bien des Alsaciens. L'Allemagne aveuglée de folie a *envoyé un ultimatum à la Belgique* pour avoir d'elle l'autorisation de traverser son territoire. Elle va sans doute passer outre au refus du gouvernement belge, un autre neutre sur les bras. Tant mieux !

Les choses les plus graves et les plus tristes ont leur côté comique, en la circonstance, M. ... en tenue de lieutenant d'infanterie et... de simple soldat, secrétaires d'état-major, c'est plutôt drôle de nous voir, lt-colonel et colonel donner du Secrétaire général à un lieutenant.

Le Président n'a pas vu cette anomalie, ou n'a pas voulu s'y arrêter, n'ayant que le désir de respecter la mobilisation (mobilisation par décret du 1^{er} août à 15 h 45, pour effet le 2 août).

3 Août, 10 h soir

Les événements se précipitent. À peine avais-je terminé que je suis descendu au cabinet de service. Le Conseil des ministres était en séance ; le remaniement du cabinet était effectué. Le pauvre Gauthier « démissionné » par ses collègues avait argué de sa santé pour partir. Il était remplacé par M. Augagneur, remplacé lui-même à l'Instruction publique par M. Sarraut et M. Doumergue revenant aux Affaires étrangères. Le Ministère retrouve l'étiquette purement radicale au lieu de s'être donné une allure nationale : mais enfin, il faut attendre en hommes disciplinés : jusqu'à présent ils agissent bien dans l'ensemble. Messimy paraît tout particulièrement

énergique ; mais il est violent et brutal. Il y a eu entre lui et Gauthier ce matin une violente altercation devant le pauvre Gras qui ne savait que faire en l'occurrence. Messimy a traité Gauthier d'imbécile et l'autre a fondu en larmes !! Je crois que c'est le Président qui mène tout cela avec sa froide et inflexible autorité. Messimy s'est vanté devant nous en parlant au téléphone à quelqu'un de son ministère d'avoir eu le mérite d'arracher à ses collègues résistants le décret de mise en place de la couverture : je crois certainement qu'il a beaucoup fait pour cela, mais je crois qu'il a été sérieusement soutenu par le Président. Les paroles au téléphone étaient « leur seul mérite est d'avoir arraché... etc. ».

Cette conversation avait lieu à 7h40.

Le conseil venait de se séparer après avoir reçu la lettre de de Schoen, faisant la déclaration de guerre et réclamant ses passeports.

La déclaration de guerre est arrivée à l'Élysée à 7h30, heure à jamais historique, heure terrible qui lance les uns contre les autres 10 millions de soldats et met définitivement l'Europe en feu.

Le directeur de l'intendance du ministère de la guerre qui était là, le conseil d'État Matter, sans doute collectionneur d'autographes, a fait signer à M. Messimy un papier à en tête de la Présidence où il avait écrit :

« Le 3 août à 7h30 la guerre est déclarée ». Petites choses au milieu de grands faits.

J'ai vu le fameux passeport de de Schoen : c'est en ma présence arrivant du ministère des Affaires étrangères : l'ambassadeur est autorisé à voyager avec 2 domestiques.

Comme tous les trains ordinaires sont supprimés, on lui a préparé un train spécial.

Jamais l'histoire ne pourra assez faire remarquer la duplicité des Allemands, pour cette déclaration de guerre : les journaux abondent d'arguments : je crois que l'on pourrait en citer encore d'autres. Notre volonté de ne pas mériter à aucun moment le reproche de provocation nous a fait retarder la mise en marche de la machine militaire et nous risquons par souci de probité d'être en retard sur les Allemands pour la mobilisation.

Ce qui n'empêche pas de Schoen de prétendre que c'est à cause des provocations de la France que son gouvernement déclare la guerre.

On ne sait encore rien de définitif sur l'attitude de l'Angleterre : elle prend des mesures : mobilisation de la Flotte, vote de crédits, qui indiquent indiscutablement son intention de marcher, mais le Gouvernement n'a pas parlé : ça ne saurait tarder, je pense.

Que sera la nuit ? Je vais me coucher, mais dormirai-je beaucoup ? Je double l'officier de service qui est Aubert et puis être appelé à descendre au cabinet de service, si besoin est.

4 août, 4 h 1/2

La nuit a été très calme ; les manifestations ont cessé devant les sévères mesures prises par l'autorité militaire qui en raison de l'état de siège, est chargée de tout : le préfet de police est maintenant sous les ordres du Gouverneur militaire de Paris.

Cette conversation avait lieu à 7h40.
Le conseil venait de se séparer après avoir reçu la lettre de de Schoen faisant la déclaration de guerre et réclamant ses passeports.
La déclaration de guerre est arrivée à l'Élysée à 7h30 heure à jamais historique, heure terrible qui lance les uns contre les autres 10 millions de soldats et met définitivement l'Europe en feu.
Le directeur de l'intendance au ministère de la guerre qui était là le conseil d'État Matter, sans doute collectionneur d'autographes a fait signer à M. Messimy un papier à en tête de la Présidence où il avait écrit :

« Le 3 août à 7h30 la guerre est déclarée ».
Petites choses au milieu de grands faits.
J'ai vu le fameux passeport de de Schoen : c'est en ma présence arrivant du ministère des Affaires étrangères : l'ambassadeur est autorisé à voyager avec 2 domestiques.

Extrait des notes du lieutenant-colonel Louis Jouffroy.

Aucune nouvelle grave: beaucoup de petites nouvelles sans valeur, ce qu'on a laissé passer car elles ne peuvent qu'énervier l'opinion publique.

Les opérations de mobilisation se poursuivent très sagement et très normalement.

Les funérailles de Jaurès n'ont donné lieu à aucun incident: l'influence des événements est telle que la CGT elle-même a fait un discours patriotique.

Tout s'annonce donc bien: puisse là le Bon Dieu nous bénir et soutenir notre cause qui est juste.

Les chambres sont en séance. Il y a un beau message du Président.

Il y aura, sans doute, une grosse manifestation patriotique à la clôture.

BIBLIOGRAPHIE

HABERBUSCH Benoît (capitaine), « Le général de division Louis Jouffroy (1863-1943) », *Le Trèfle*, n° 131, septembre 2012, pp. 48-55.

JOUFFROY Jean-Louis, « Pour une armée de métier (1918-1921), la réforme inachevée de la gendarmerie du général Mordacq et du général Jouffroy », *Histoire et Patrimoine des Gendarmes*, n° 4, second semestre septembre 2012, pp. 55-60.

MORDACQ Henri (général), *Le ministère Clemenceau, journal d'un témoin*, Paris, Plon, 1931, 4 tomes, tome 4, pp. 201, 216-217.

PANEL Louis N., *La grande guerre des gendarmes*, Paris, Ministère de la défense DPMA Nouveau monde éditions, 2014, pp. 7, 556, 557.

POINCARÉ Raymond, *Au service de la France, neuf années de souvenirs*, tome IV, *L'Union sacrée*, Paris, Plon, 1929, 564 p. [lire en particulier le chapitre VI, « La déclaration de guerre »].

RENOUVIN Pierre, *Les origines immédiates de la guerre (28 juin – 4 août 1914)*, Paris, éditions Alfred Costes, 1925, pp. 175 à 180.



COMMANDANT MILITAIRE DU PALAIS DE L'ÉLYSÉE UNE FONCTION ASSURÉE PAR LA GENDARMERIE DEPUIS 150 ANS

Attachée à la résidence de la plus haute personnalité de l'État, la fonction de commandant militaire de l'Élysée est exercée d'une manière quasi continue (à l'exception des périodes de vacances du pouvoir ou de non-résidence des chefs de l'État), depuis 1860. C'est en effet Napoléon III qui confie cette mission au colonel de gendarmerie Grifon qui l'exercera du 17 avril 1860 au 1^{er} août 1870. Vingt-six officiers de gendarmerie, capitaines, chefs d'escadrons, lieutenants-colonels, colonels ou généraux se succéderont ensuite à ce poste de 1878 à nos jours. Parmi les noms de ceux qui ont marqué, avant la Seconde Guerre mondiale, l'histoire de la Gendarmerie, on retiendra notamment le chef d'escadron Achille Bouchez (commandant militaire de 1894 à 1905) qui, devenu général, s'illustrera, lors de la Première Guerre mondiale, à la tête de la 32^e division d'infanterie, sur les fronts de Lorraine, de Flandres, de Champagne, de Verdun, d'Argonne, et terminera sa carrière comme inspecteur général de la Gendarmerie aux armées, de 1917 à 1919. On trouve également le lieutenant-colonel Jouffroy (à l'Élysée de 1913 à 1914), futur général de division commandant le secteur de Paris.

La place de ces officiers au sein de l'appareil de l'Élysée a suivi l'évolution de cette structure supérieure de l'État. Institutionnalisée en 1880 par le président Mac-Mahon, la maison militaire, ou cabinet militaire du président de la République, est placée sous l'autorité d'un officier général ou supérieur qui a sous ses ordres des officiers supérieurs ou généraux de chaque armée. L'officier de gendarmerie, commandant militaire de l'Élysée, appartient à cette structure.

La Constitution de la V^e République, en instaurant le président de la République « chef des armées » (article 15 de la Constitution) va

conduire à un renforcement du rôle du cabinet militaire qui devient, en 1959, l'état-major particulier du Président de la République. Le commandant militaire du palais de l'Élysée est rattaché à ce nouvel organisme. Il en sera ainsi jusqu'au 31 août 2012.

En 2012, une note interne place le commandant militaire sous l'autorité directe du directeur de cabinet du président de la République et étend ses responsabilités. Il devient correspondant de défense et de sécurité de la présidence de la République (CDSPR), et à ce titre est en charge de tous les aspects de la sécurité du palais : mise en œuvre des mesures de sécurité, coordination de la politique de sécurité des systèmes d'information, suivi et mise en œuvre des plans de sécurité, protection des documents classifiés, liaison avec le SGDSN...

La question de la résidence de ces officiers est parfois posée. Il semble bien que depuis les débuts de la Troisième République, tous les commandants militaires furent logés au palais de l'Alma, quai Branly, résidence de la majorité des responsables du palais. Un logement y est toujours réservé pour eux, mais apparemment, pour des motifs personnels, les derniers titulaires du poste ont préféré ne pas rejoindre cet appartement.

Général Georges.Philippot